

L'HÔTEL DU PARC

Le lieu du pouvoir



L'hôtel du Parc fut à coup sûr le lieu le plus photographié, filmé du Vichy des années 40-44 ; on ne compte plus les clichés mis en scène par les services de la propagande de l'Etat français et présentant le Maréchal entrant ou sortant du bâtiment, accueillant les membres du gouvernement ou les représentants des puissances étrangères, revenant de sa promenade, sous les vivats de la foule et le regard des enfants. Le porche de l'hôtel, légèrement en surplomb par rapport à la rue, surmonté d'un arc en anse de panier, encadré de deux fenêtres construites sur le même modèle, devient symboliquement, dans une mise en scène très soignée, une sorte de sas qui sépare le spectacle de la rue et de la foule du lieu du pouvoir où le Maréchal, entouré de ses fidèles, est présenté comme travaillant au bien être de la Patrie et de ses habitants.

Avant de recevoir les services de l'Etat, l'hôtel du Parc fut, depuis sa

construction en 1901¹, l'un des principaux hôtels de la ville et connut son apogée dans les années trente. Doté de 250 chambres, il est en réalité une partie d'un ensemble plus vaste : salle de restaurant située à gauche de l'hôtel (actuel office de Tourisme), contiguïté avec l'Hôtel Majestic² ; il appartenait à, la Société des Grands hôtels de Vichy, gérée depuis 1925 par Joseph Aletti et constituait l'un des fleurons les plus luxueux de l'hôtellerie locale³.

Dès le 16 juin 1940, l'hôtel est réquisitionné par le Grand État-major à l'intention des officiers d'une armée en repli. Ils n'y restent que deux jours. Le 1^{er} juillet, le chef du gouvernement, Philippe Pétain, après un bref séjour à Clermont-Ferrand, s'y installe et en fait sa résidence.

¹ Un Hôtel du Parc existait précédemment ; propriété des familles Bousquet, Germot, puis Larbaud, il fut démoli en 1901; sur son emplacement, l'architecte vichyssois Percilly construisit le bâtiment actuel, dont l'allure rappelle celle du Negresco de Nice et du Carlton de Cannes, avec sa tourelle d'angle autrefois surmontée d'un dôme.

² Avec lequel il était relié par deux souterrains.

³ En 1934, les chambres les plus luxueuses de l'établissement coûtent 300 francs la nuit contre 225 au Ritz à Paris ou 200 au Negresco de Nice. Il faut noter que le rez-de-chaussée était occupé par des boutiques de luxe : Vuitton, Van Cleef, Barclay.

Le Maréchal Pétain , devenu chef de « l'Etat Français » dispose de deux autres résidences, le Pavillon Sévigné, où se tiennent des conseils des ministres et les réceptions des diplomates, et le château du Bost à Bellerive, qu'il n'utilise qu'en été 1941. A partir de 1943, il se rend également au château du Lonzat à Marcenat. Toutefois, pour l'essentiel, il vit et travaille à l'Hôtel du Parc. Il y occupe le troisième étage, « l'étage noble » (chambres 124 et 125), soit quatre pièces; le Docteur Ménétreel, fidèle parmi les fidèles, secrétaire particulier et médecin personnel, est installé à la chambre voisine (126). La maréchale, née Eugénie Hardon, se voit attribuer des appartements au Majestic voisin. D'autres services s'installent à l'Hôtel du Parc : le chef du gouvernement, Pierre Laval, a ses bureaux au deuxième étage ⁴; au dernier étage, travaillent des fonctionnaires au service du gouvernement ; d'aucuns le nomment « l'étage des philosophes » en raison de la présence de conseillers qui préparent des notes pour le chef de l'Etat. D'autres services ont leur siège à l'hôtel du Parc ; le service central photographique (SCP) se trouve dans les sous-sols. La Radio Nationale y est également installée. A l'entrée, interdite au public à partir de septembre 1940, veille la garde du maréchal, veste de cuir marron, casque de motocycliste et gants blancs à crispins. Cette « compagnie de garde personnelle du chef de l'État » est créée officiellement le 14 janvier 1941. Rattachée administrativement à la 13^e légion de gendarmerie départementale de Clermont-Ferrand, cette unité est autonome sur le plan du service et relève du commandant du cabinet militaire du chef de l'État. Dirigée par le capitaine Delmas, puis par le colonel Barré, elle assure la sécurité du maréchal et le lever aux couleurs chaque dimanche à 10 heures ; elle l'accompagne dans tous ses déplacements, y compris le dernier, le 20 août 1940, lorsque Pétain est contraint de quitter Vichy.

Ce bâtiment, pourtant peu adapté au fonctionnement administratif d'un Etat, devient le cœur de la machine gouvernementale et c'est donc ici que sont prises les décisions importantes dont Pétain et son entourage veulent qu'elles soient le point de départ d'une rupture radicale et de la mise en œuvre d'une Révolution Nationale. C'est à l'Hôtel du Parc que le 20 août, Pétain est contraint, par les Allemands, de quitter Vichy et de gagner Belfort puis Sigmaringen. La photo de la porte brisée est alors complaisamment diffusée, afin de faire apparaître, à un moment qui annonce des lendemains difficiles, le vieux Maréchal comme rétif à l'ordre allemand.

Perçu comme le point central du vichysme, il était logique qu'à la Libération, l'Hôtel du Parc, soit traité différemment des autres hôtels de Vichy. Alors que beaucoup d'autres ré-ouvrent et accueillent à nouveau touristes et clients, le Parc se voit privé de toute autorisation de reprise d'activité. Le 5 septembre 1944, Henry Ingrand, commissaire de la République, y organise même une Cour Martiale qui y jugera 27 personnes entre octobre et novembre⁵. Il sert ensuite brièvement d'hôpital et de maternité et sera transformé en 1954 en appartements ou en commerces.

Aujourd'hui (2021) aucune plaque ou panneau informatif ne fait mention de l'histoire de ce bâtiment qui occupe pourtant une place significative dans l'histoire nationale. Sans doute est-il mentionné lors du parcours organisé l'été par l'Office de Tourisme sur le thème de l'Etat Français. Mais le passant non informé peut déambuler sous les galeries situées face à l'hôtel sans que son attention soit attirée par une quelconque mention de l'importance du lieu. Volonté de tranquillité des habitants du bâtiment, crainte d'un risque d'assimilation entre la ville de Vichy et les années noires, on ne sait. Cela conduit toutefois à une sorte de vide

⁴ Plusieurs témoins, dont Walter Stucki, signalent qu'une grille de fer a été installée entre le deuxième et le troisième étage, matérialisant ainsi la séparation et une défiance maintes fois signalée entre les deux personnages.

⁵ Pascal Gibert, *Une épuration particulière ? La répression de la collaboration à Vichy et dans sa région (1944-1946)*, Revue Siècles, Centre Histoire Espace et Culture, Université de Clermont-Auvergne. 2019/47. . <https://journals.openedition.org/siecles/5664?lang=en>

informatif qui peut être perçu, de l'extérieur, sans aucun doute à tort, comme une volonté de silence et un refus d'intégrer à la mémoire locale un lieu qui dépasse largement le cadre de Vichy et fait partie d'une histoire qui, quoi qu'on dise ou fasse, ne peut pas être considérée comme n'ayant pas eu lieu.

L'ADMP (Association pour la Défense de la Mémoire du Maréchal Pétain) a acquis en 1970 l'appartement du troisième étage, qui fut celui du chef de l'Etat Français. Cette association fut créée le 6 novembre 1951, quelques mois après le décès du Maréchal. Son but est « *de poursuivre par la recherche et la publication de tous les documents l'étude objective de la vie et de l'œuvre du maréchal Pétain et d'exercer toute activité en vue de défendre sa mémoire* ». Elle milite pour « *la translation de son corps au cimetière de Douaumont* » et pour « *la révision*⁶ de procès de 1945, « *marqué du double sceau de l'illégalité et de l'iniquité* ». Elle se dota d'une revue « *Le Maréchal* », célébra en 1956 le centième anniversaire de la naissance de Pétain. Placée à l'origine sous la présidence d'honneur du général Weygand, et pilotée longtemps par M^e Isorni, défenseur de Pétain en 1945, elle est aujourd'hui dirigée par Hubert Massol qui n'en fut pourtant pas toujours membre⁷.

Cet appartement, propriété de l'ADMP, ne se visite pas et n'est ouvert qu'aux membres de l'ADMP ou aux personnes recommandées par elle. En 2009, l'ADMP a acquis aux enchères à Saint-Dié le mobilier de bureau (un bureau en acajou, deux bibliothèques, un fauteuil). Figurent également dans ces pièces le sabot de Monastir, le cheval blanc sur lequel Pétain a défilé dans Metz libéré en novembre 1918⁸.

⁶ Demande rejetée à huit reprises.

⁷ En 1973, lorsque Hubert Massol et ses amis enlevèrent le cercueil du Maréchal Pétain à l'île d'Yeu pour le transférer à Douaumont, l'ADMP ne l'approuva pas.

⁸ M.B. Baudet « *A l'hôtel du Parc, l'ombre du Maréchal* » de la série « *Ces hôtels qui ont changé le monde* », in *Le Monde*, 24 juillet 2015.